

POUR UNE CAMPAGNE DE REFUS DES PUCES ELECTRONIQUES, DANS L'ÉLEVAGE ET AILLEURS

Ces jours-ci, plusieurs éleveurs du Sud-Ouest de l'État français déclarent publiquement leur refus d'installer les nouvelles boucles d'identification électronique à l'oreille de leurs chèvres et de leurs brebis. Le groupe *Faut pas pucer* se déclare totalement solidaire de leur démarche et appelle les autres éleveurs à se soustraire aussi à l'obligation légale de « pucer » les animaux¹.

Ceux qui manifesteront ainsi leur désaccord avec la loi doivent s'attendre à des représailles financières – baisse des primes qui constituent une part importante de leurs revenus – et peut-être judiciaires – procès, s'ils persistent. Ils auront donc besoin de soutien, matériel, moral et politique. Le plus grand service à leur rendre est d'ores-et-déjà de susciter, partout où cela semble possible, des débats sur les ravages de l'informatique dans la société, le travail, la vie personnelle. Par débats, nous entendons aussi bien la mise en discussion publique que le refus ferme des multiples contraintes bureaucratiques qui s'incarnent dans des dispositifs de « haute technologie » (ici des puces RFID, là des logiciels, ailleurs des bornes biométriques...).

Dans notre bulletin de l'hiver 2011, « Les robots rêvent-ils de moutons électriques ? », nous disions : « *Un troupeau équipé de puces électroniques, c'est un troupeau qui sera géré par ordinateur. Or on ne devient pas berger ou éleveur pour travailler derrière un écran, ni pour suivre les procédures standard concoctées par de prétendus experts. Du moins, si l'on pense qu'un élevage, ce n'est pas une usine à viande destinée à produire toujours plus et plus vite.*

Ce problème ne concerne pas uniquement les éleveurs : un peu partout – sur les lieux de travail, dans les écoles, les hôpitaux – on automatise pour gérer la masse au détriment du soin et de l'attention. Dans des maternités, on équipe les nouveaux-nés de bracelets électroniques dotés de ces mêmes puces ; dans certains établissements scolaires, les élèves munis de leur carte sans contact sont bipés à l'entrée et à la sortie – le logiciel de « vie scolaire » envoyant automatiquement des alertes aux parents pas sms.

De ces innovations, qui visent à « faire moderne » et à réaliser des gains de productivité, les activités sortent appauvries, dénaturées. Et ceux qui les exercent sont plus étroitement contrôlés, leurs compétences dénigrées. Jusqu'au jour où l'on se retrouve à dire au client / à l'élève / à l'administré / au patient / à la brebis (rayez la mention inutile) : je suis désolé mais l'ordinateur ne veut pas. À cela nous répondons : je suis désolé, mais je ne veux pas l'ordinateur. »

À cela nous ajoutons aujourd'hui : désolés, mais nous ne voulons pas de la traçabilité de tout et de tous comme remède aux pathologies d'une organisation sociale démesurée. Nous rejetons la production de masse, qu'il s'agisse de nourriture ou des multiples faux besoins que le capitalisme industriel a créés. S'il est impossible de garantir que la nourriture produite sur le marché mondial ne soit pas du poison, c'est le marché mondial qu'il faut remettre en cause et non les quelques pratiques agricoles qui restent jusqu'ici étrangères à la logique industrielle. S'il paraît impossible d'avoir confiance dans ce que produisent quelque 900 000 agriculteurs (un peu plus de 3% de la population active en France), nous ne pensons pas qu'il

¹ L'obligation d'identifier les caprins et les ovins nouveaux-nés est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2010. Elle devrait concerner les bovins d'ici quelques années. À l'inverse, l'obligation de « pucer » les chevaux est plus ancienne (2008). Il est également obligatoire depuis plusieurs années d'identifier les animaux domestiques, et dans les mois à venir, la seule identification qui restera valable sera celle par la puce électronique. Notre appel à remettre en cause ces réglementations concerne bien sûr tous les animaux.

faillie contrôler plus étroitement ces 3%, mais plutôt qu'une société où si peu de gens s'occupent de produire la nourriture – à commencer par la leur – ne tient pas debout. Et qu'elle appelle une remise en question radicale.

Bien sûr, il est délicat de transgresser les réglementations édictées par des bureaucraties dont nous sommes profondément dépendants, d'un point de vue matériel. Mais c'est également cette question de la dépendance qui nous intéresse, dans l'affaire du « puçage » : en Occident de nos jours, nous sommes tous des assistés, du patron de PME au bénéficiaire du RSA, de l'agriculteur au cadre dynamique, du fonctionnaire à l'artiste subventionné. Que l'on soit drogué au travail ou pas, notre mode de vie, basé sur la monétarisation de tout, les télécommunications à haut débit, l'énergie illimitée et l'État omniprésent, est en lui-même une forme d'assistanat généralisé.

Nous ne voyons pas quelle dignité et quelle liberté sont compatibles avec cela. À l'heure où la catastrophe nucléaire en cours illustre la folie du développement industriel, nous pensons qu'il est important de rejeter avec toute la fermeté possible l'embrigadement électronique et le gouvernement des experts.

Nous encourageons toutes les personnes qui se sentent concernées par ce rejet à diffuser largement cet appel, ainsi que les déclarations d'éleveurs refusant de pucer leurs bêtes. Les personnes qui s'engagent dans une telle démarche ne doivent pas rester seules face à l'administration et aux risques qu'elles encourent. Le refus de pucer implique l'organisation d'une solidarité, et d'abord d'une solidarité de proximité, entre éleveurs et avec d'autres personnes de leur voisinage. Au-delà de ce niveau local, c'est la dynamique nationale de cette campagne qui indiquera l'opportunité, et le moment, pour les refuseurs, de se rencontrer afin d'élaborer des perspectives de lutte plus précises.

Avril 2011,

Le groupe *Faut pas pucer*

(correspondance :

Le Batz, 81 140 St-Michel-de-Vax,
ou
fautpaspucer@laposte.net)